

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Migration.

BON ET MAUVAIS CHASSEUR.

Dans une Europe qui prend conscience avec choc [de son déclin démographique](#), et de l'affirmation d'un monde de moins en moins occidental, la question migratoire est à la croisée de toutes les angoisses identitaires, économiques, sociales et culturelles.

- En France, [un projet de loi sur l'immigration](#) agite le spectre politique, en Suède les crispations sur l'immigration ont nourri la montée de l'extrême-droite et [son influence sur l'actuelle coalition](#), en Allemagne les dynamiques électorales [mettent l'AfD en position de force](#) pour [peser sur les gouvernements](#).
- Le PiS au pouvoir en Pologne ou Viktor Orbán en Hongrie, ont quant à eux fait du [rejet de l'immigration](#) un levier idéologique puisant aux peurs de l'invasion pour consolider leurs gouvernements: mais après avoir suscité des condamnations dans toute l'Europe, [le mur anti-migrants de Viktor Orbán est devenu le modèle pour la forteresse](#).
- Pourtant, en Italie où la coalition des droites radicale et extrême a porté Giorgia Meloni au pouvoir, on se pose aussi la question en termes économiques.
 - Alors que le taux de natalité est [en baisse spectaculaire](#), le [Ministère de l'Economie italien](#) a calculé dans un Document des Finances publiques (Def) du Trésor que si le nombre de migrants travaillant en Italie augmentait d'un tiers par rapport aux chiffres actuels d'ici 2070 la dette publique pourrait diminuer de plus de 30 points de pourcentage.
 - Au contraire, une baisse de 33 % de la population migrante entraînerait une augmentation de la dette de 60 points.
 - On relèvera que le ministre Giancarlo Giorgetti vient de la Lega, parti d'extrême droite [allié du RN au niveau européen](#).
 - [Le Def](#) estime que la dette publique de l'Italie tomberait à 140,4 % du PIB en 2026, contre 142,1 % cette année.
 - La dette publique italienne serait ramenée à 140,4 % du PIB en 2026 contre 142,1 % cette année.
 - Rappelons que l'Italie reste de loin le pays le plus endetté d'Europe, après la Grèce,
 - Une augmentation du nombre de migrants se traduit par une augmentation de la main-d'œuvre, qui contribue à son tour à stimuler l'activité économique.
 - Ceci peut être envisagé comme une autre façon de calculer le fameux « coût de l'immigration ».
 - Une équation paradoxale que, d'une certaine façon, le Premier Ministre hongrois [a aussi faite de son côté, en ouvrant les bras « aux travailleurs invités »](#).
- Malgré cela, [le gouvernement](#) italien a déclaré l'état d'urgence contre la « vague migratoire » et a ensuite présenté deux amendements conséquents pour un nouveau durcissement de l'accueil et des expulsions.
 - Renchérissant sur [le message nataliste](#) de la Première Ministre, [le ministre de l'Agriculture](#) affirme qu'il faut trouver des solutions afin d'inciter les Italiens à créer des familles et faire plus d'enfants car « Nous ne pouvons pas céder à l'idée d'un remplacement ethnique. »
 - [Elly Schlein](#), récemment élue à la tête du Parti Démocratique a accusé le ministre de « suprémacisme blanc » et plusieurs sections du Parlement l'appellent à présenter des excuses et à démissionner.
 - Face au scandale, le gouvernement a désavoué l'expression de son ministre.
 - [La censure](#) est décidée par le préfet Giuseppe Pecoraro, nommé par Giorgia Meloni, qui gère la Coordination nationale pour la lutte contre l'antisémitisme.

- Comme nous l'avons indiqué, après avoir déclaré l'état d'urgence pour six mois, G. Meloni a rencontré le premier ministre autrichien Nehammer afin de créer [une coopération entre les pays pour lutter contre la migration](#).
 - D'après les [deux leaders](#), en juin 2023, Bruxelles doit être appelée à réorganiser la « une gestion des flux qui tient compte de toutes les voies, y compris maritimes ».
 - Le 10 mai, G. Meloni a également rencontré le Premier ministre tchèque, [Petr Fiala](#), qui a déclaré : « L'Italie est un partenaire avec lequel nous pouvons discuter ouvertement de la politique migratoire. Le président Meloni apporte de nombreuses propositions à l'Europe, nous soutenons les propositions de l'Italie, nous avons la même vision ».

Droits fondamentaux. Ukraine. Pologne. Hongrie.

NO WOMAN, NO KRAJ.

Le fantasme du grand remplacement ne bâtit pas seulement des murs aux frontières, il enferme aussi les femmes dans l'exigence de procréer. Les politiques natalistes peuvent être incitatives (congs, allocations, structures) ou répressives (avortement, contraception) - en Pologne ou en Hongrie, elles sont les deux. Elles s'accompagnent d'une pression croissante sur les droits des femmes à disposer de leur corps.

- Selon [une étude](#) menée par le Centre pour les droits reproductifs, les réfugiées ukrainiennes en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie rencontrent des difficultés croissantes dans la prise en charge de leur soins de santé sexuelle et reproductive.
 - Le rapport attire l'attention sur la disparité entre la promesse de l'Union européenne de fournir un sanctuaire et des soins aux réfugiés et les réalités vécues par les femmes ukrainiennes.
- Ainsi de nombreux réfugiés retournent temporairement dans l'Ukraine en guerre pour y recevoir des soins essentiels. Ceci s'explique par les options et les lois nationales restrictives en vigueur dans leur pays d'accueil.
 - Le rapport fait état de retards préjudiciables, de difficultés financières, de racisme institutionnel, de soins inadéquats, d'anxiété, de peur et d'impacts globaux sur la santé et le bien-être des réfugiés ukrainiens.
 - En Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, les environnements restrictifs concernant les soins de santé génésique et les services d'aide aux victimes de la violence sexiste contribuent aux restrictions légales.
 - À cela s'ajoutent les obstacles financiers, le manque d'information, la mauvaise qualité des soins, les menaces, le harcèlement et l'intimidation des femmes qui cherchent ce type de soins.

Droits fondamentaux. Turquie.

LOOK LAÏC.

En Turquie, l'histoire de la République rejoint celle de son État mais ne se confond pas avec celle de la démocratie. « L'État turc est une République », dit [l'article 2 de sa Constitution](#).

- La République signifie la consécration, à la chute de l'empire ottoman, d'un État réformé. Cet État en formation après la Seconde Guerre mondiale voit l'État de droit commencer à prendre corps.
 - Les différences identitaires que l'État turc n'a jamais voulu prendre en compte institutionnellement sont encore visibles.
- C'est actuellement en matière de liberté de culte que se pose le problème actuel de l'État de droit turc.
 - L'uniformité nationale comme ciment de l'État est toujours invoquée un siècle après.
 - Certains préfèrent une uniformisation prônée par l'AKP, donc calquée sur le sunnisme majoritaire et d'autres envisagent une laïcité qui respecte les spécificités.
 - Donc, le second tour de cette élection présidentielle - opposant R.T. Erdogan Chef de file de l'AKP et K. Kilicdaroglu chef de la coalition d'opposition, qui se présente comme Alévi donc favorable à un État de droit garantissant liberté d'expression et de culte - est d'un intérêt tout particulier pour [qui cherche à trouver du sens à l'État de droit](#).

EUROPE GÉOPOLITIQUE



G7. Chine. Influence.

ELEPHANT IN THE GLOBAL ROOM.

À l'heure d'une recomposition de la carte des puissances mondiales et des tensions croissantes entre Chine et États-Unis, les sommets du G7 luttent, en cette fin de mois de mai 2023, contre leur obsolescence.

- Celui qui s'est tenu à Hiroshima, où étaient invités, entre autres, les dirigeants indien, brésilien ou indonésien, mais pas la Chine, pourtant 2e puissance économique mondiale, ressemble à [une tentative de ligue mondiale des démocraties](#).
 - On peut aussi y voir une occasion pour [l'invité surprise](#), le président ukrainien, de tenter de rallier à sa cause les grandes puissances qui gardent [leurs distances](#) à l'égard du conflit.
 - Une façon de forcer la main [qui n'a pas toujours été bien reçue](#).
 - Alors que la Chine et la Russie [développent leurs capacités nucléaires](#), le *Doomsday Clock* (horloge de l'apocalypse), qui indique la proximité d'une catastrophe nucléaire, est à son point le plus proche de minuit [depuis le début de l'année](#).
 - C'est ce qu'entend souligner le choix hautement symbolique de la ville martyre d'Hiroshima pour parler sécurité mondiale.
 - Au point que le Japon [déclare envisager de changer sa doctrine pacifiste](#).
- Dans cette résurgence d'une logique [d'« étrange » guerre froide selon les Echos](#), les Européens se trouvent en position délicate.
 - Lors de ce sommet du G7, [les observateurs soulignent que les États-Unis mettent la pression](#) sur l'Allemagne, la France et l'Italie pour qu'elles s'alignent sur leurs restrictions commerciales à l'encontre de la Chine.
 - Les diplomates allemands considèrent cette pression insupportable, alors que la Chine domine les discussions, [comme un éléphant dans la pièce](#).
 - Si l'Allemagne soutient les mesures visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement, elle se méfie des sanctions commerciales et craint d'être prise dans une nouvelle bipolarisation.
- Les signes d'une résistance européenne contre les États-Unis restent faibles.
 - La Chine a également pris des mesures de rétorsion à l'encontre des entreprises étrangères.
 - Les investisseurs occidentaux s'inquiètent du manque d'assurance des dirigeants chinois.
 - L'UE est mal préparée à gérer les perturbations économiques causées par cette nouvelle guerre froide.
 - Ce qui entraînera forcément des tensions dans les relations entre les États-Unis et l'UE.

Asie centrale. Russie. Chine. Influence.

STAN VA LA CRUCHE À L'EAU.

Dans ce contexte, [le premier sommet organisé par la Chine à Xi'an](#) avec les cinq pays d'Asie centrale, a rappelé sa domination régionale au détriment de la Russie, qui était notablement absente.

- Les cinq « stans » (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) se trouvent aujourd'hui dans une zone stratégiquement importante entre la Russie et la Chine.
 - Il s'agissait précédemment [d'états fédérés de l'Union soviétique](#).
- Dans son éditorial, Pierre Haski estime que cette réunion à Xi'an souligne symboliquement une prise de distance avec Moscou et un réalignement sur Pékin.
 - Le choix de Xi'an comme lieu du sommet est significatif, puisqu'il s'agit du point de départ de l'ancienne route de la soie.

- Il fait le lien entre l'héritage historique et la centralité actuelle de la Chine.
- Face à l'escalade de la rivalité avec les États-Unis, la Chine [cherche à sécuriser son flanc occidental en renforçant sa coopération avec ses alliés d'Asie centrale](#).
 - L'idée serait de se prémunir contre l'encerclement par les alliés des États-Unis tels que le Japon, la Corée du Sud et les Philippines.
- [Ces dernières années, la Chine a considérablement développé le transport ferroviaire de marchandises vers l'Europe](#).
 - Cependant, en raison du conflit en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie, la principale route du nord n'est plus viable.
 - Ceci conduit à explorer d'autres options.
 - L'une d'entre elles, le passage par l'Iran, est jugée défavorable, ce qui fait de l'itinéraire intermédiaire passant par les pays d'Asie centrale et la Turquie l'option privilégiée.
 - Cet itinéraire a vu son trafic multiplié par six au cours de l'année écoulée.
 - Cela met en lumière aussi les efforts diplomatiques de la Chine dans la région, et le rôle clé de la Turquie du président Erdogan.

États-Unis. Chine.

HENRY' S TALE.

Alors que la Chine resserre ses liens avec l'Europe et étend stratégiquement son influence, pendant que les États-Unis tentent au G7 d'élargir la coalition au-delà des puissances occidentales, il est intéressant d'écouter l'une des voix diplomatiques les plus influentes du siècle passé.

- Dans son dernier livre et un entretien à The Economist, l'ancien ministre des affaires étrangères américain, [Henry Kissinger](#) met en garde le monde contre l'escalade de l'antagonisme entre les États-Unis et la Chine, qui pourrait déboucher sur une guerre mondiale.
 - Il insiste sur la nécessité de prévenir cette voie dangereuse et propose un plan pour éviter le conflit.
 - La Chine peut jouer un rôle dans la médiation du conflit en Ukraine.
 - Elle a un intérêt commun avec les États-Unis à prévenir un affrontement
- H. Kissinger s'inquiète de la concurrence pour la domination technologique entre les deux pays, en particulier à l'ère de l'intelligence artificielle (IA).
 - En l'absence d'un principe établi pour établir l'ordre dans ce paysage en évolution rapide, le risque de recours à la force et de conséquences catastrophiques augmente.
 - Elle ressemble à la course aux armements nucléaires du 20e siècle.
 - Il suggère que la Chine et les États-Unis s'engagent dans des échanges sur l'impact de la technologie afin de limiter les menaces que pose l'IA et d'établir un cadre similaire aux pourparlers sur le contrôle des armes nucléaires.
- Maintenant centenaire, le diplomate et théoricien des relations internationales rappelle l'importance de prévenir les conflits ruineux entre grandes puissances par une diplomatie rigoureuse et des valeurs partagées.
 - Il affirme que le sort de l'humanité dépend de la capacité des États-Unis et de la Chine à s'entendre et souligne l'urgence de trouver un moyen de coexister dans les cinq à dix prochaines années.
 - Il propose l'établissement d'un dialogue permanent et d'une confiance progressive entre les deux puissances.
 - Et surtout, éviter que les actions puissent être perçues comme un soutien à l'indépendance de Taïwan.
 - Il souligne l'importance de reconnaître les intérêts de la Chine et d'éviter une approche absolutiste et dogmatique.
 - Il faut trouver des terrains d'entente, tels que le changement climatique et l'économie.
 - Et insiste sur la nécessité de stabiliser la frontière orientale de l'Europe en lui faisant jouer un rôle de médiateur entre la Russie et l'Ukraine.

IRA. États-Unis. Dépendance.

FOLLOWERS.

C'est à la lumière de ces développements qu'il est intéressant de relire le discours du mois dernier du Conseiller national à la Sécurité des États-Unis, Jake Sullivan [sur la stratégie économique américaine](#) - dont Le Grand Continent donne une version commentée.

- Dans le contexte des critiques européennes [contre l'Inflation Reduction Act \(IRA\)](#), ce discours est intéressant d'abord parce qu'il justifie de manière inédite l'intervention de l'État dans le processus économique américain.
 - L'IRA subventionne fortement le développement de « technologies vertes » sur le sol américain et ainsi menace la compétitivité de l'Europe
 - Sullivan légitime cette nouvelle stratégie au nom de la défense de la classe moyenne et de la lutte contre la crise climatique.
 - Manifeste pour un [nouveau « consensus de Washington »](#), l'IRA encourage une hégémonie américaine dans le développement de technologies vertes avec une hiérarchie de partenaires proches.
- Si l'on suit la logique du Conseiller, l'Europe aurait plus à gagner en s'alignant sur le *leadership* des États-Unis dans le domaine des technologies vertes qu'en cherchant à se forger le sien de façon indépendante.
 - Ce n'est pas forcément une menace puisque la faisabilité de cette stratégie n'est pas à l'abri d'une remise en question.
 - En effet, l'influence de la Chine ne cesse de croître et un certain nombre de pays cherchent à forger leur propre voie indépendante en la matière.
 - Le Chili, par exemple, a déjà [nationalisé une partie de sa production de lithium](#), essentielle au développement de technologies propres.
 - En ce qui concerne l'Europe elle-même, si cette hiérarchie peut déplaire, il se peut qu'en fin de compte elle se révèle inéluctable. Cela reviendrait pour l'UE à embrasser son destin avec fatalisme et enthousiasme.
- Tant que le Green Deal Industrial Plan de l'UE continuera à diviser les dirigeants européens et, ce faisant, [à ne pas rivaliser de manière adéquate avec la politique de Washington](#), l'ambition d'un leadership européen dans la refonte du commerce mondial semble difficile à envisager

GREEN DEAL



Energies fossiles. G7. Financements.

X MEN AND DR. MANHATTAN.

Quinze États européens, ainsi que la commissaire européen à l'énergie Kadri Simons, se sont réunis le 16 mai à Paris à l'invitation du ministre français de la transition écologique [pour une réunion concernant l'« alliance nucléaire »](#).

- Les principaux sujets à l'ordre du jour étaient [la dépendance au combustible russe](#) et le développement d'une industrie nucléaire européenne.
 - Les pays participants étaient la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie et l'Estonie.
 - Tous membres de cette alliance nucléaire se constitue autour de la France.
 - La Suède, l'Italie présents en tant qu'observateurs.
 - Le Royaume-Uni en tant que représentant invité.
 - Deux sessions étaient consacrées à des discussions sur l'établissement d'une chaîne de valeur européenne résiliente et indépendante.
- L'un des principaux objectifs de la réunion était d'explorer les possibilités d'une coopération plus étroite dans le secteur nucléaire.
 - Cela comprend l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement nucléaire et les projets industriels communs pour de nouvelles capacités de production et de nouvelles technologies.
 - Les discussions ont porté sur les questions liées à la sûreté, à la sécurité de l'approvisionnement, et au développement industriel.
 - Il a aussi été question d'innovation, en particulier dans le domaine des petits réacteurs modulaires (SMR).
 - La réunion a mis l'accent sur la nécessité de réduire la dépendance à l'égard du combustible russe, en particulier pour les pays d'Europe de l'Est.
 - Elle a aussi souligné l'aide potentielle des États-Unis, de la Corée du Sud, du Japon et d'autres pays dotés d'une capacité nucléaire.
 - L'entreprise nucléaire française Orano a été mentionnée alors qu'elle étend les capacités d'enrichissement du combustible de son usine du Tricastin, en France, afin de répondre en partie aux besoins d'enrichissement actuellement satisfaits par la Russie.
- Ce rendez-vous a également constitué une étape importante dans la consolidation de l'influence politique de l'alliance nucléaire.
 - Elle entend peser de tout son poids dans l'élaboration des futures politiques européennes en matière de transition énergétique, telles que [le Net-Zero Industry Act pour le redressement industriel européen](#).
 - D'après l'agence [Contexte](#), l'« alliance nucléaire » s'est dotée d'une feuille de route préliminaire visant à atteindre une capacité nucléaire de 150 GW dans l'UE d'ici à 2050.
 - Pour y parvenir, l'alliance prévoit de construire 30 à 45 nouveaux grands réacteurs et petits réacteurs modulaires, de maintenir les installations nucléaires existantes dans l'UE et de recruter plus de 450 000 personnes.

Décarbonation. Consommation.

LOW CARB DIET.

Pendant que la France et ses alliés misent sur la décarbonation par le nucléaire, nombreux sont ceux qui s'inquiètent que la décarbonation de nos énergies ne suffise pas à faire prendre conscience de la nécessité d'un changement plus profond dans nos pratiques économiques - de la production à la consommation, c'est tout le paradigme de la croissance que bouleverse la transformation écologique.

- Ecologie ou économie, [faudrait-il choisir?](#) Dans son annonce du Green Deal en 2019, la Commission européenne affirmait vouloir « [découpler](#) » la croissance et les émissions de carbone.
 - Toutefois, en luttant contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, cette exigence est en train de remodeler les sociétés et les économies du monde entier.
 - Certains craignent que cette transition ne suive une voie similaire, axée sur la croissance, qui met à rude épreuve les limites de la planète.
- Pour le Green European Journal, [Olivia Lazard](#), chercheuse spécialisée dans la géopolitique des futurs perturbés par le climat, souligne l'aspect matériel de la transition verte de l'Europe.
 - Alors qu'il a été question de découpler les activités économiques des émissions de gaz à effet de serre, O. Lazard affirme que le découplage à long terme est un défi.
 - Les affirmations de l'UE en matière de découplage sont en partie dues à l'externalisation d'activités à forte intensité matérielle vers des pays extérieurs à l'UE.
 - En outre, la notion de dématérialisation par le biais de la numérisation apparaît fantaisiste, car l'infrastructure numérique nécessite d'importantes ressources physiques.
 - Cela peut empiéter sur les écosystèmes.
- Le lien entre la croissance, l'extraction et les conflits est également étudié.
 - O. Lazard explique que les économies à forte consommation d'énergie, comme l'UE, dépendent de l'extraction.
 - Elles externalisent souvent les coûts vers d'autres économies.
 - L'extraction est souvent associée à la violence, à la corruption et aux flux financiers illicites.
 - Or, les outils réglementaires ne suffisent pas à eux seuls à résoudre ces problèmes.
- Pour transformer les économies extractives, il est nécessaire de procéder à des investissements systémiques et de remédier aux faiblesses des systèmes économiques, écologiques, sociaux et financiers, ainsi que de la gouvernance.
 - O. Lazard insiste sur la nécessité d'évoluer vers une relation avec les systèmes naturels fondée sur la régénération et la réciprocité.
 - Il convient de s'inspirer des communautés indigènes qui comprennent et pratiquent depuis longtemps la gestion des systèmes naturels vivants.
 - Cependant, la transition vers une telle relation pose des défis, notamment en termes de maintien des filets de sécurité sociale, de prise en compte des compromis et de gestion des complexités géopolitiques.
- En résumé, la transition verte est confrontée à des défis liés à la demande de matériaux, à l'interaction entre la croissance et l'extraction, et à la nécessité de passer à des systèmes régénératifs.
 - L'article souligne l'importance de prendre en compte le contexte mondial, les implications géopolitiques et les transformations systémiques nécessaires pour un avenir durable et équitable.
 - Le mouvement de décroissance est présenté comme une alternative potentielle, mais sa faisabilité et son impact dans le cadre d'une économie et d'un environnement régénérateurs restent des questions ouvertes.
 - La coopération mondiale et la reconnaissance des perturbations climatiques comme des défis urgents et partagés sont considérées comme cruciales pour aborder ces questions complexes.
- C'est ce que la grande conférence « Au-delà de la croissance » a exploré en début de semaine dernière.
 - Oecuménique et transpartisane, tenue sous le patronage de la présidente de la Commission U. von der Leyen, [la conférence Beyond Growth](#) a réuni au Parlement européen des milliers de participants.
 - Ce y compris, une 60aine d'organisations et 5 groupes politiques du Parlement, dessinant aussi bien les clivages que les convergences majoritaires.

Obsolescence programmée. Greenwashing.

PLUS VERT QUE VERT C' EST TRANSPARENT.

Le Parlement européen a voté en faveur de nouvelles règles visant [à renforcer la durabilité des produits en s'attaquant au greenwashing et aux allégations trompeuses sur les étiquettes des consommateurs, telles que « neutre en CO2 » ou « neutre en carbone ».](#)

- Proposée dans le cadre de la stratégie « de la ferme à la table » pilier du Green Deal, la directive vise à permettre aux consommateurs de faire des choix respectueux de l'environnement et à encourager les entreprises à proposer des produits plus durables.
 - Elle interdit l'utilisation d'allégations environnementales génériques telles que « respectueux de l'environnement », « naturel », « biodégradable » ou « écologique » sans les accompagner de preuves détaillées.
 - Elle interdit également les pratiques frauduleuses, telles que la présentation d'une allégation environnementale comme s'appliquant à l'ensemble du produit alors qu'elle ne concerne qu'une de ses caractéristiques.
 - Seuls les labels de durabilité fondés sur des systèmes de certification officiellement reconnus ou établis seront autorisés.
 - En outre, la législation interdit les déclarations environnementales fondées uniquement sur des systèmes de compensation du carbone, tels que « neutre en CO2 » ou « neutre en carbone ».
 - Elles induisent les consommateurs en erreur.
 - La décision du Parlement européen d'inclure cette interdiction a été saluée par les groupes de défense de l'environnement comme une victoire importante pour les consommateurs et l'environnement.
- Le Parlement a également voté contre l'obsolescence programmée en interdisant les caractéristiques de conception qui limitent la durée de vie d'un produit ou provoquent un dysfonctionnement prématuré.
 - Il a proposé que les producteurs ne puissent pas restreindre la fonctionnalité d'un produit lorsqu'il est utilisé avec des pièces détachées ou des accessoires d'autres entreprises.
 - Pour inciter les entreprises à donner la priorité à la durabilité, le Parlement a suggéré d'introduire un nouveau label de garantie.
 - Celui-ci pourrait indiquer la période de garantie prescrite par la loi et toute garantie supplémentaire offerte par les fabricants.
 - La position du Parlement européen étant désormais établie, les négociations avec les 27 États membres de l'UE représentés au Conseil de l'UE peuvent commencer pour finaliser le texte.
 - Le Conseil a adopté son mandat de négociation le 3 mai, et le rapporteur Biljana Borzan a exprimé son optimisme quant aux négociations à venir.
 - Celles-ci devraient être relativement courtes et constructives.